

Arguments pour la lutte sociale

Numéro 74 du 28 mai 2017

Ce que veut faire Macron

Le gouvernement Macron-Philippe veut produire un « choc de compétitivité » en s'appuyant sur ce qu'a fait son prédécesseur, notamment l'inversion de la hiérarchie des normes en droit du travail dans la loi El Khomri.

Il entend obtenir de l'assemblée élue en juin le pouvoir de faire des ordonnances étendant cette inversion à tout ce qui concerne les salaires, tout en liquidant par fusion une grande partie des instances représentatives du personnel et en plafonnant les indemnités prud'homales, c'est-à-dire en interdisant de trop punir les patrons qui, du propre point de vue patronal et capitaliste, commettent des délits.

En même temps, il vise à transférer les cotisations sociales vers l'impôt ou même à en supprimer une partie, permettant ainsi une hausse du salaire net qui pourra faire passer les baisses de salaires permises par les ordonnances, tout en cassant la Sécu.

Ceci fait, avant la fin de l'année 2017 il entend découpler le point d'indice salarial entre les trois volets de la fonction publique (État, territoriale, hospitalière), tout en contraignant les collectivités locales, par l'asphyxie de leurs ressources, à des suppressions massives d'emplois et des transferts vers le privé dans la fonction publique territoriale.

Tout ce sale travail fait, il prétend pouvoir négocier avec l'Allemagne un « budget de la zone euro », en postulant que le choc ainsi produit aura renforcé le capitalisme français. Il aura renforcé les patrons français contre les salariés, mais certainement pas la productivité du capital français par rapport à l'allemand !

Ne nous racontons pas d'histoires

La question centrale à présent pour le salariat est bien entendu d'empêcher ce gouvernement de nuire. Il ne faut pas se payer de mots : les conditions pour qu'après les législatives, de fait en septembre, un « grand mouvement social » se généralise dans le pays, ne sont présentement pas réunies.

Cela pour deux raisons. La première est que le cadre de ces contre-réformes est en place, c'est la loi El Khomri, dont l'abrogation n'est donc pas du tout une question du passé, mais demeure, centrale. La seconde est que le monde du travail a subi une défaite politique partielle le 23 avril en étant privé de toute représentation même indirecte au second tour de la présidentielle (alors que le total Mélenchon-Hamon-Poutou-Arthaud était de 28%).

Certes, Macron n'a pas la légitimité démocratique qu'il prétend avoir, mais il a cette force, celle qui lui a été conférée avant tout par Mélenchon et Hamon.

Dans ces conditions, un mouvement social d'ensemble sera confronté, pour émerger, à de lourdes conditions politiques si Macron n'est pas battu aux législatives.

La responsabilité des organisations syndicales

Ceci n'exonère pas les organisations syndicales de leurs responsabilités. Quand on sait très bien ce que veut faire Macron, il n'y a pas de raisons de se rendre à ses convocations pour orchestrer un « dialogue social » fictif. Un syndicat doit négocier, même en recul, mais là il ne s'agit pas de négociations, mais de participation à une mascarade.

La CGT le dit dans son communiqué du 17 mai - mais s'y rend quand même, en disant vouloir l'ouverture de négociations sur les 32 heures et « *un Autre Code du Travail* » - n'oublions pas pour cela d'abroger la loi El Khomri ...

J.C. Mailly pour FO « *est ressorti de Matignon avec le sentiment, à confirmer, que la concertation devrait se poursuivre en août, pour une ratification en septembre et qu'il existe des marges de manœuvres non négligeables.* » (1) Des marges de manœuvres pour quoi ?

La CFDT appelle à « *ne pas passer à la hussarde pour réformer le code du travail* » Si ce n'est pas « à la hussarde », ça passe ?

Mais attention, ce n'est pas parmi les salariés, ce n'est pas à la base, que sont les obstacles premiers à la mobilisation.

A la base, les grèves sont nombreuses et tenues dans l'invisibilité médiatique (sauf la presse locale) : résistance aux plans sociaux de licenciements à La Souterraine, à la Seita à Riom, au laboratoire Alvadel de Vénissieux, grève contre le management par le stress à la plate-forme postale de Carvin, pour les salaires chez Ikéa, des agents municipaux de La Seyne contre leur transfert à la « métropole » de Marseille, etc. C'est la résistance et c'est le combat pour le salaire, sous des formes diverses dont la grève n'est souvent que la partie émergée de l'iceberg, partout.

La première question pour les organisations syndicales, c'est leur indépendance politique. Rien ne les oblige à se rendre aux coups de sifflets de Macron pour accréditer une concertation ou un dialogue sur des décisions déjà prises.

Ensuite, elles doivent remettre ou maintenir au premier plan **l'exigence de rétablissement de la hiérarchie des normes** (l'accord d'entreprise pour le salarié ne peut qu'améliorer la convention collective qui ne peut qu'améliorer le code du travail et la loi), donc **l'abrogation de la loi El Khomri**.

Elles devraient mettre au premier plan les nombreuses luttes pour les salaires et l'emploi : les fédérations du privé, mais aussi celles de la Territoriale, revivraient, littéralement, en jouant leur rôle d'informateur et de généralisateur des combats réels, préparant ainsi leur centralisation et leur généralisation.

La méthode de la Fédération CGT des Transports, confrontée au refus, étant allé négocier, de la branche patronale d'augmenter les salaires alors qu'une qualification supplémentaire est exigée des transporteurs de matières dangereuses, c'est la méthode syndicale simple et claire : généralisation, centralisation, rapport de force. D'où l'appel à la grève dans le secteur à compter du 26 mai. Invisible médiatiquement et politiquement ... jusqu'à ce que les carburants ne soient plus fournis !

Aller aux fausses concertations de Macron, se placer en position d'attente en voulant croire qu'il y aura des marges de manœuvres hors rapport de force, c'est prendre une responsabilité politique. **L'action syndicale indépendante**, c'est préparer, sans se payer de mots sur un hypothétique raz-de-marée qui viendrait tout seul, mais au contraire c'est préparer consciemment et ouvertement, **l'affrontement avec le gouvernement Macron-Philippe**.

27-05-2017.

(1) *Un ancien dirigeant de FO, Stéphane Lardy, a été nommé directeur de cabinet adjoint au ministère du Travail - adjoint d'un représentant du MEDEF. D'autre part, le POI, dirigé de fait par Patrick Hébert ancien dirigeant FO de Loire-Atlantique, et totalement aligné sur la « France insoumise », soutient inconditionnellement les dirigeants confédéraux. La conjonction de ces deux facteurs - alignement des uns sur Macron, des autres sur Mélenchon - conduit à paralyser l'action syndicale indépendante à laquelle sont attachés les militants Force Ouvrière qui vont, n'en doutons pas, réagir pour maintenir ou relancer l'unité CGT/FO/FSU/Solidaires contre la loi El Khomri et les ordonnances Macron.*

Vous ne voulez pas nous perdre de vue ? Abonnez-vous au site :

<https://aplutsoc.wordpress.com/feed/>

Battre Macron aux législatives ?

Nous l'avons déjà dit : en soi battre Macron aux législatives, comme battre Macron, Fillon et Le Pen aux présidentielles, **est et était possible par l'unité sur la base du refus des contre-réformes (abrogation de la loi El Khomri)**. Si les conditions politiques de cette victoire ne sont pas réunies, c'est en raison des choix politiques des dirigeants.

Soyons clairs et simples : le fil conducteur qui va de J.C. Cambadélis à J.L. Mélenchon est le soutien politique de fait à la présidence Macron. On entend, certes, d'ici les hurlements des thuriféraires de ce dernier, les néo-convertis en tête comme notre ami Jacques Cotta sur le site de *la Sociale* : mais voyons, ce qui compte, nous explique-t-il, c'est le programme ! Vaste plaisanterie. Ce qui compte aujourd'hui, c'est comment on va empêcher Macron de nuire (1). Quant au « programme » de la « France insoumise », il se veut celui d'un président de la V^e République, pas d'une majorité parlementaire défiant le dit président, en l'occurrence Macron, cette majorité dont nous aurions besoin.

Ce n'est pas une « union de la gauche » que pour notre part nous défendons, c'est le front unique contre Macron, pour le code du travail.

Ceux qui rallient Macron ou qui penchent forcément vers ce ralliement à partir du moment où ils ne rejettent pas le bilan des gouvernements Hollande, d'une part, ceux qui exigent le ralliement au « programme de la France insoumise » quitte à faire élire des députés de droite et/ou macronistes, d'autre part, sont ceux qui protègent le capital et la V^e République.

Par contre, tous les candidats, indépendamment de leur parcours et de leur plus ou moins grande « pureté idéologique », qui représentent un vrai regroupement contre ce que veut faire Macron, s'appuyant sur l'unité contre la loi El Khomri, et surtout ceux qui ont des chances de gagner, doivent être soutenus.

Nous invitons nos lecteurs à nous faire parvenir les informations, témoignages et analyses allant dans ce sens, car notre liste ne saurait être exhaustive.

Citons donc :

François Rufin, de la revue *Fakir*, et de *Nuit debout*, dont on peut et doit critiquer bien des positions, est soutenu de manière unitaire dans la Somme par le PCF, la FI à l'encontre de l'orientation nationale de celle-ci (et même si dans ce cas là c'est une concession décidée nationalement par ses chefs, car il n'a pas signé la « charte » de soumission), par des syndicalistes et de larges secteurs du PS (nationalement, par G. Filoche et ses camarades).

Caroline de Haas, dont on peut et on doit également critiquer bien des positions, sauf qu'elle représente quelque chose : la pétition qui, recueillant deux millions de signatures en mars 2016, contribuait à réaliser l'unité CGT-FO-FSU-Solidaires-UNEF pour le retrait de la loi El Khomri, à l'encontre de « l'unité » initialement annoncée, avec la CFDT, pour amender et donc accepter celle-ci. On peut nous dire qu'elle a été « proche de Duflot » et autres péchés, ceci est secondaire par rapport à cela, soit dit sans cultiver la moindre illusion. Elle est candidate dans le XVIII^e arrondissement contre Mme El Khomri que soutient Macron. La « France insoumise » a centralement décidé de l'affronter, de faire le jeu de Mme El Khomri : quelle leçon de choses !

Isabelle Attard, dans le Calvados, le Bessin-côte de Nacre, a été élue comme député EELV soutenue par le PS et a fait un bref passage à « Nouvelle Donne ». Là encore, la pureté idéologique n'est pas la question ! Mais elle s'est opposée de bout en bout tant à la loi El Khomri qu'à l'état d'urgence, au nom du droit du travail et des libertés publiques. Voila. Et, après avoir soutenu B. Hamon et appelé de ses vœux une alliance avec Mélenchon à la présidentielle, elle est soutenue dans sa circonscription par le PS, le PCF, le NPA, la FI (à l'encontre de l'orientation systématique de celle-ci), sans être membre d'aucun de ces partis.

Barbara Romagnan, dans la 1^e circonscription du Doubs, député PS sortante, a voté contre le pacte de stabilité budgétaire en 2012, et, comme la précédente, contre la loi El Khomri et contre l'état d'urgence. Le PCF a décidé de la soutenir. De la part de certains de ses partisans et de la part de la « France insoumise » qui présente une candidature contre elle, c'est là la maudite « union de la gauche » qu'il ne faut plus refaire. De la part des militants qui prennent en compte le réel, c'est une unité permise seulement par ses positions sur la loi El Khomri et sur l'état d'urgence, susceptible de la faire gagner contre Macron. Il faut donc voter pour elle.

Un camarade nous signale la candidature d'**Arnaud Levitre** à Louviers, dans l'Eure, dont le comité de soutien est présidé par un syndicaliste de l'entreprise M-Real, et qui est soutenu par le PCF, le NPA, la FI (là encore à l'encontre de son orientation nationale), Ensemble et le groupe « Gauche de combat rassemblée ». Voila donc une autre candidature répondant à la définition : candidature unitaire et démocratique contre Macron, la loi El Khomri et ses ordonnances, qui en l'occurrence réunit toutes les forces politiques de « gauche » sauf le PS, et pour laquelle il faut voter.

Dans l'Allier, dans les jours ayant suivi le débat démocratique vigoureux organisé par le Groupe d'Avril Lutte sociale et Débat démocratique le 9 mai, la candidate EELV qui avait soutenu B. Hamon à la présidentielle, et le candidat FI (véritable défaite politique pour ce groupe ici, qui s'apprêtait à faire campagne en tant que « *vierge de tout engagement politique ou syndical* » - sic!), se sont retirés en faveur de **Jean-Paul Dufrègne**, présenté par le PCF et par Ensemble ! (2). Ancien président du Conseil

départemental, J.P. Dufrègne a été critiqué par les syndicalistes sur les questions de partenariats public-privé, de concession autoroutière de la Route Centre Europe Atlantique et de la « convention ruralité » imposant les regroupements d'écoles. Il n'empêche que, sa candidature reposant sur l'opposition claire à Macron et à la loi El Khomri, il est en mesure de gagner et doit être soutenu.

Dans la circonscription de Montluçon, **Sylvain Bourdier** a le soutien du PCF, d'Ensemble, et de militants socialistes, ainsi que de la FI bien que des groupes locaux de celle-ci, bien à l'unisson en fait de son orientation nationale, dénoncent agressivement sa candidature. Sans doute parce que l'unité le ferait gagner lui aussi ...

Dans la 1[°] circonscription de l'Essonne, celle de M. Valls, Benoit Hamon a déclaré soutenir, contre lui, le candidat du PCF Michel Nouaille. Ceci fait, de facto, de ce dernier, le candidat unitaire contre Macron et contre ce que représente Valls, à savoir la même chose !

Dans la 3[°] circonscription de l'Indre-et-Loire, l'ancienne ministre de la casse de l'hôpital public, Marisol Touraine, investie par le PS, a retiré le sigle PS de son matériel de propagande et reçu le soutien de Macron, dont le mouvement ne présente personne contre elle. La fédération PS d'Indre-et-Loire lui a retiré son soutien, appelle à son exclusion et à voter pour tout candidat « de gauche ».

Notons que les partisans de Benoit Hamon, qui préparent un regroupement encore indéfini dans son contenu politique pour le 1[°] juillet, loin de soutenir les candidats PS pro-Macron (ainsi que des messages « France insoumise » sur les réseaux sociaux l'affirment ...), ont diffusé sur le lien suivant leurs appréciations sur les différents candidats PS, rejettant ceux qui ont ait campagne contre Hamon et ceux (parfois les mêmes bien sûr) qui soutiennent ouvertement Macron ou veulent faire partie de la « majorité présidentielle », et soutenant dans ces cas-là des candidats PCF ou EELV : <http://glaco.fr/legislatives2017>

Le courant de Gérard Filoche, Démocratie et Socialisme, s'élargit sous l'appellation de Gauche démocratique et sociale et organise une réunion nationale fin juin. Ils appellent à ce que Macron « *n'ait pas de majorité à l'assemblée en votant pour les candidat-e-s clairement positionnés à gauche contre les attaques contre le droit du travail et pour le social au cœur, la transition écologique et de des avancées démocratiques.* »

Le POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique), qui tient son congrès fin juin, avait fait campagne avant le premier tour des présidentielles pour l'unité Mélenchon-Hamon sur la base de l'abrogation de la loi El Khomri. Tenant à affirmer la nécessité d'un

parti représentant la classe ouvrière, cette organisation semble en outre avoir nettement perçu le danger que comporte la volonté de destruction de tout parti mise en avant par la « France insoumise » (3). Il présente 64 candidatures dans 34 départements « contre toute cohabitation, pour la rupture avec l'Union Européenne et la V^e République, pour une assemblée constituante souveraine. » parmi lesquels Christel Keiser, conseillère municipale à Montreuil (6^e circonscription de Seine-Saint-Denis), Daniel Dutheil, syndicaliste et animateur de grèves connu à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (5^e des Hauts-de-Seine), ou Jean-Michel Boulmé, maire adjoint de Serrières-sur-Ain (5^e de l'Ain). Entre fin janvier et le premier tour, le POID a commencé à agir en prise directe sur les besoins de la classe salariale dans la situation politique immédiate. De même, peut-on appeler à un parti ouvrier et une assemblée constituante en faisant abstraction de la question de l'heure : battre Macron aux législatives, préparer l'affrontement contre les ordonnances ? Sans doute ces camarades seront-ils conduits à en débattre.

Ce débat nous concerne tous. N'est-il pas temps de regrouper toutes les forces qui se situent sur le terrain de la représentation politique démocratique du monde du travail ? N'est-il pas temps d'ouvrir le débat entre elles le plus largement possible ? Notre bulletin et notre site y sont disposés, quitte à se transformer et s'élargir, avec d'autres bien entendu. Il ne faut plus perdre de temps !

27-05-2017.

(1) Jacques Cotta, qui avait joué un rôle fédérateur dans la réalisation du meeting de janvier 2016 contre l'état d'urgence, publie sur le site la Sociale un article titré : L'union de la gauche c'est l'union pour faire quoi et avec qui ...

La messe est dite dès le titre puisque selon lui il n'y a plus que la « France insoumise » et les partisans de la vieille « union de la gauche ». De fait ce sophisme permet de dénoncer comme « union de la gauche » le combat pour battre Macron aux législatives et préparer l'affrontement contre ses ordonnances.

Connaissant ses classiques, Jacques Cotta évoque le « front unique » en soulignant que c'est non seulement l'unité, mais l'indépendance envers la bourgeoisie. En effet : appliquons ce critère à ses affirmations. Il nous explique qu'avec la « France insoumise » trois choses changent.

La première est qu'il n'est plus question de gauche, mais de « programme ». Cette fétichisation d'un programme par ailleurs fondé sur la défense des rapports capitalistes de production (même s'il hérite de quelques éléments valables, qui datent du Front de gauche, sur les droits sociaux et sur l'école en particulier) fait ici passer un amalgame : en se débarrassant du vocable « gauche », qui est en effet ambigu et recouvre, en France, l'alliance avec la bourgeoisie radicale ou démocrate-chrétienne, ce ne sont pas ces ambiguïtés que la « France insoumise » (et notre ami Cotta) veut se débarrasser, mais du contenu social, de classe.

Le confirment son deuxième et son troisième points : la « question nationale passerait au premier plan, alors que « certains gauchistes » ne comprennent pas que drapeaux tricolores et Marseillaise n'ont rien d'incompatible avec l'Internationale. Pour Jacques Cotta, oui, mais pas pour Mélenchon : les drapeaux et la Marseillaise, assortis du « Phi », sont bel et bien utilisés par eux contre l'Internationale et contre le contenu de classe, social.

Ce qu'atteste donc le troisième point, auquel Jacques Cotta semble se rallier entièrement : le clivage principal oppose « l'oligarchie et les élites » au « peuple » et « le travail » au « capital et à la finance ». Ne faisons pas l'injure de croire notre ami Cotta inconscient du caractère volontairement confusionniste de ce qu'il écrit là. Il glisse « travail » à coté de « peuple » et « capital » à côté de « finance », d'« oligarchie » et d'« élites » de façon à donner l'impression qu'il y a de la lutte des classes là-dedans, alors que la ligne assumée de Mélenchon qu'il tente - si peu - de peindre un tantinet en rouge, ce n'est pas le travail contre le capital, mais le « peuple » contre « l'oligarchie », parfois qualifiée de « mondialiste ».

Cette orientation réelle est assumée par les « insoumis de base » tels ceux venus réciter, à la réunion de débat unitaire de Moulins du 9 mai où ils ont découvert que leurs positions ne passent pas dans le monde du travail, que « nous ne raisonnons pas en terme de travail contre capital ». En effet : il s'agit d'union des classes contre « l'oligarchie ». La ligne de la « FI », c'est l'alliance avec le capital national contre le capital « oligarchique » et financier, c'est donc l'alliance avec la bourgeoisie et, en toute logique, c'est la défense de la cohabitation avec Macron contre la constituante et la lutte pour en finir avec la V° République, mais surtout c'est la lutte acharnée contre toute unité effective contre Macron et ce qu'il prépare. Ce qui facilite cette lutte est bien entendu l'héritage du PS et du PCF : il leur faut donc faire passer pour la vieille « union de la gauche » toute unité réelle contre Macron, tache à laquelle l'ami Cotta se plie ici. Mais la lutte des classes reste la réalité quand bien même les joueurs de pipeau macronistes et mélenchoniens essaient de nous brouiller l'écoute ...

(2) Nous avons diffusé l'enregistrement de cette réunion importante et très instructive. Nous recommandons les réflexions qu'elle a inspirée à Michel Panthou :

<http://clubpolitiquebastille.org/spip.php?article195>

La question de la nature de la « France insoumise » est d'une grande importance : d'ici aux législatives, nous y consacrerons un article de fond.

Les brèves du 27 mai 2017

Poutine à Paris ... heu, non, à Versailles !

Ce lundi 29 mai Macron reçoit Poutine ... au château de Versailles, s'il vous plaît !

Les associations ukrainiennes, russes de la diaspora et est-européenne appellent à un rassemblement au Trocadéro dimanche 28 mai à 17 h.

Des militants syriens appellent au métro Invalides lundi 29 à 18h 30 au métro Invalides. Dommage que les deux ne soient pas ensemble : allons au deux dans la mesure du possible !

Et, lundi soir, les associations ukrainiennes organisent un débat avec Emir Kurbedinov, tatar de Crimée, avocat, récemment emprisonné en Crimée occupée, à 19h, au Centre culturel d'Ukraine à Paris, 22 avenue de Messine, 8°.

Brésil, Venezuela, même combat pour la démocratie !

Les manifestations se généralisent au Brésil pour chasser le corrompu Temer, au pouvoir par un coup d'État « judiciaire ». L'armée est déployée. 8 paysans du Mouvement Sans Terre ont été massacrés.

Le parallèle entre Brésil et Venezuela dit toute l'histoire et tous les enjeux d'Amérique du Sud depuis bientôt trois décennies. L'avenir appartient à ceux qui savent dire : Temer, Maduro, même combat pour les chasser ! Élections libres immédiates au Venezuela comme au Brésil !

Élément de langage.

D'un responsable FO membre du POI défendant les risettes de Mailly à Macron : « Les ordonnances, ce n'est pas forcément mauvais : il y a bien eu les ordonnances fondant la Sécu, en 45, hein, alors ! ... »

Ce camarade n'a pas trouvé ça tout seul : c'est un « élément de langage ». Sauf que les ordonnances en 1945 et les ordonnances aujourd'hui, ça n'a rien à voir ! En 1945 le capital en France est sous la menace fraîche d'une explosion révolutionnaire et de l'effondrement de l'État, collaborateur et disloqué par les comités de libération et autres formations armées et populaires de l'année 1944. Il est obligé de lâcher lest sur lest. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'ordonnance du ministre PCF du gouvernement provisoire présidé par De Gaulle, Ambroise Croizat. Elle est publiée le 4 octobre, tout le monde sachant alors que le pouvoir politique de fait va échoir à l'assemblée constituante, le 21 octobre suivant, laquelle va entériner la création de la Sécu, conquête sociale qu'il était alors impossible de remettre en cause.

Sous la V^e République, autre régime, autres temps, autres mœurs : les ordonnances permettent au gouvernement, après avoir fait voter le parlement renonçant à ses propres fonctions, de légiférer. Cette procédure n'a jamais engendré de conquêtes sociales !

Bien au contraire, les ordonnances sur ... la Sécu, de 1967, s'inscrivent dans les facteurs ayant abouti à la grève générale de mai-juin 1968 ...

Alors, camarade, t'en as d'autres de cet acabit, des « éléments de langage » ?

A Manchester comme dans le djebel Sindjar (*), le fascisme islamiste s'en prend aux femmes et aux filles.

Le massacre de Manchester n'a rien à voir de près ni de loin avec une quelconque lutte anti-impérialiste, anti-coloniale ou autre. C'est un acte de terreur dirigé contre les femmes et contre les filles en tant que femmes en devenir. Ce ne sont certes pas les interventions occidentales en Syrie et les massacres de civils à Mossoul qui peuvent y répondre. Mais l'auto-organisation des femmes contre les islamistes, ici comme là-bas, à Manchester comme à Rakka.

* le djebel Sindjar est le lieu où vivait l'essentiel de la communauté des Yézidis dont les femmes ont été l'objet d'un traitement dégradant systématique par Daesch les transformant en esclaves sexuels.